Numéro 40
Mai
2023

LACIM Infos
Association de Solidarité Internationale

Les activités génératrices de revenus

p 8 **Petits commerces… économie fragile et pourtant si utile**

Vendeurs(ses) de produits alimentaires, casquettes, sandales, bijoux, bref de tout ce qui s'achète, ils et elles sont là, partout en ville, à tous les carrefours, sur les marchés, sur les chemins ruraux et de montagne.

p 10 **Le petit élevage source de revenus complémentaires**

Affaire des femmes, l'élevage de petit bétail n'est pas destiné à être la source principale des revenus de la famille, mais il est très prisé pour compléter des revenus insuffisants pour subvenir à tous les besoins.

p 15 **Transformer et commercialiser : une savonnerie au Burkina Faso**

Transformer des matières premières pour une commercialisation locale : un projet de développement endogène et durable.

Edito

Les Activités Génératrices de Revenus, plus communément appelées AGR, permettent aux populations de satisfaire des besoins, qui peuvent être essentiels, mais auxquels elles ne peuvent pourvoir sans revenu suffisant.

L'objectif d'une AGR dans un projet de solidarité internationale est de donner les moyens de pérenniser ce qui a été mis en place au fil d'actions menées en amont. Pour que les actions deviennent durables et atteignent cette qualité nécessaire qui est d'être endogènes, de nouveaux revenus de la population sont indispensables. Ceux-ci ne peuvent provenir que de nouvelles activités qui peuvent être développées par des femmes ou des hommes, mais pour cela, il faut une source de financement au départ que les banques locales ne sont pas prêtes à fournir ou alors avec des coûts financiers prohibitifs et des conditions impossibles à tenir pour les populations rurales. C'est à ce moment-là qu'une association de solidarité internationale comme LACIM a son rôle à jouer et un soutien à apporter aux populations avec lesquelles elle a décidé d'être partenaire dans leur développement.

Les projets développés par LACIM ne sont pas des projets qui émanent de bureaux, de la réflexion de techniciens ou d'ingénieurs. Ce sont des projets simples pensés par les populations et ensuite initiés à leur demande avec l'appui financier nécessaire pour satisfaire à un besoin essentiel au développement. Cela se réalise avec un suivi de terrain et un encadrement au plus près des populations grâce aux permanents locaux et à la collaboration de partenaires et des collectivités territoriales du pays qui seront attentifs aux coutumes et traditions, régionales et locales, pour obtenir un développement adapté de l'ensemble des projets.

Nous avons voulu ce numéro de LACIM infos sur ce thème des Activités Génératrices de Revenus car, comme vous le voyez, elles sont très significatives de la prise de conscience par les populations du développement endogène. Vous y trouverez des informations sur la mise en place de différentes activités ou des moyens permettant le développement de ces activités par les populations avec lesquelles nous agissons en partenariat.

Les actions menées pour la réussite des AGR sont une étape décisive vers le développement économique des villages et donc vers un développement durable pour l'ensemble des populations.

Yves GAUCHER, Président ■

Vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice.

Nelson Mandela
(discours sur la pauvreté à Londres en 2005)

SOMMAIRE

Edito ..... p 2

Des revenus pour sortir de la grande pauvreté ..... p 3-4-5

Le microcrédit… utile… rentable… oui, peut-être, mais encore ? ..... p 6 & 7

Petits commerces… économie fragile et pourtant si utile ..... p 8

L'artisanat, une richesse sous-exploitée ..... p 9

Le petit élevage source de revenus complémentaires ..... p 10 & 11

Le maraîchage progresse au Sahel ..... p 12 & 13

Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale ..... p 14

Transformer et commercialiser : une savonnerie au Burkina Faso ..... p 15

Informations ..... p 16

Directeur de la publication : Yves GAUCHER
Rédactrices en chef : Marie-Anne MARTIRÉ et Véronique RÉGNIER
Création et impression : Imprimerie ROLAND LENTILLY (69210)

Dépôt légal à parution.
Bulletin annual gratuit. ISSN 1763-8585.

LACIM - Association de Solidarité Internationale
Association Loi 1901 - Reconnue d'utilité publique - Siège 42540 Croizet s/ Gand - France
Tél. : 04 77 63 25 42 / Email : lacim@lacim.fr

Des revenus pour sortir de la grande pauvreté

Le projet d'activités génératrices de revenus a pour objectif d'augmenter les revenus des familles rurales qui ne parviennent pas à garantir leur sécurité alimentaire. En augmentant leur production agricole ou leur activité d'élevage et d'artisanat, les populations bénéficiaires améliorent leurs conditions de vie.

Objectifs

« Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et mettre un terme à la malnutrition »

La manière d'atteindre l'objectif Faim Zéro à l'horizon 2030 est formulée dans le contexte du deuxième objectif de développement durable (ODD 2), qui vise à éliminer la faim et la malnutrition et va lui-même de pair avec le premier objectif (ODD 1), qui est d'éliminer en même temps la pauvreté.

Près de **860 millions de personnes souffrent de la faim et les 4/5 environ de ces personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont dans les zones rurales.** La réalisation de ces deux objectifs prioritaires est subordonnée à l'amélioration des revenus en milieu rural grâce à des activités génératrices de revenus.

11%
de la population mondiale vit sous le **seuil international de pauvreté,** c'est-à-dire **avec - 2,15 $/jour**

INDE
28%
vit avec - 1,25 $/jour

BANGLADESH
7%
vit avec - 1,90 $/jour

HAÏTI
68,7%
vit avec -1,90 $/jour
et 24%
vit avec -1,23 $/jour

MADAGASCAR
72%
vit avec - 1,51 $ / jour

NIGER
45%
vit avec - 1,55 $ / jour

MALI
78%
vit avec - 1,84 $ / jour

BURKINA FASO
44%
vit avec - 2,11 $ / jour

85% de la population mondiale vivant sous le seuil de pauvreté se situe en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

Les principaux liens entre accès aux activités génératrices de revenus et développement humain

Les revenus générés par ces activités sont employés pour subvenir aux besoins de la famille, l'éducation, la santé, l'argent de poche, les occasions spéciales, ou pour économiser. L'augmentation des revenus de la femme a un impact beaucoup plus significatif sur la sécurité alimentaire du ménage que celui qu'aurait la même augmentation de revenus chez les hommes.

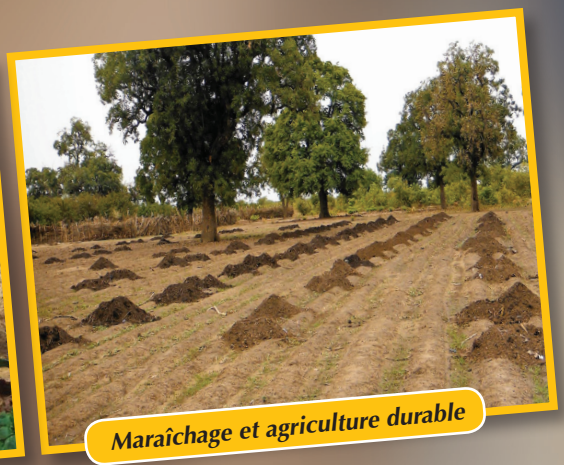
Les résultats sont matériels et moraux :

- Amélioration des conditions de vie de la population locale
- Evolution de la place des femmes dans le village
- Emulation pour les villages alentour
- Prise de conscience de la population d'avoir progressé, fierté, confiance

Marie-Anne Martiré,
membre du conseil d'administration

Soutenir les activités génératrices de revenus : LACIM agit !

Nous participons :
- à la formation ;
- à la construction d'infrastructures ;
- à l'achat de matériel ;
- à la mise en place de microcrédits encadrés.



Maraîchage et agriculture durable

Élevage

Microcrédit

Petits commerces

Artisanat

Suite à la demande collective d'un village, les permanents ou les partenaires de LACIM sur place étudient avec les habitants la faisabilité d'un projet, établissent éventuellement des devis avec les professionnels locaux et transmettent le dossier au chargé de projets bénévole de LACIM. Celui-ci informe le comité français concerné qui prend alors la décision de financer ou non le projet. La mise en œuvre locale au village est sous le contrôle du permanent qui rend des comptes au chargé de projets.

Le microcrédit... utile... rentable... oui, peut-être, mais encore ?

L'attribution de prêts de faible montant aux personnes exclues des prêts habituels permet la réalisation de micro-projets dans de nombreux domaines d'activité, agriculture, artisanat, commerce, économie sociale, éducation...

Le microcrédit est un système ancien mais il a trouvé sa place dans les pays en voie de développement.

A la fin du XV[e] siècle en Andalousie, il a été retrouvé une activité de microcrédit chez certains marchands qui prêtaient de très petites sommes en acceptant des délais éloignés et des facilités de remboursement. Prêts sur gage à taux faible des monts-de-piété, tontines, mutuelles de crédit agricole ou de banques populaires créées en Europe à la fin du XIX[e] siècle, ce sont autant de pratiques du même ordre.

Au début des années 1970, le système est fortement développé par le professeur d'économie bangladais Muhammad Yunus. En 1976, il crée la Grameen Bank qui propose des prêts aux plus pauvres du Bangladesh. Bilan fin mars 2011 : 10 milliards de dollars de crédits accordés à plus de 8 millions de membres.

Kofi Annan, secrétaire des Nations Unies, reconnaît le microcrédit comme une arme efficace contre la misère et la faim, l'ONU faisant de 2005 l'« Année mondiale du microcrédit » dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement.

Le 13 octobre 2006, le prix Nobel de la paix est attribué à Muhammad Yunus et à la Grameen Bank.

Le microcrédit trouve-t-il son utilité dans les projets soutenus par LACIM ?

Bangladesh

LACIM peut contribuer aux activités génératrices de revenus en passant par PEP* pour des familles qui sont déjà un peu sorties de la misère. Il peut s'agir de donner une vache pour que la femme puisse vendre le lait ou une machine à coudre pour des travaux de couture rémunérateurs. Pour des besoins encore plus importants - ouvrir un commerce, acheter un vélo taxi, etc -, le microcrédit est d'usage. 97 % des bénéficiaires des prêts de la Grameen Bank sont des femmes.

* Poverty Eradication Program ONG bangladaise qui emploie des travailleurs sociaux

Inde

Variable selon les États et le niveau de pauvreté, le microcrédit sert pour l'ouverture de boutiques au Kérala, alors qu'au Tamil-Nadu et en Andhra Pradesh, de très petites sommes sont distribuées par les PH*, le bénéfice est limité. Le fait de financer directement l'achat de chèvres est plus profitable qu'un prêt numéraire.

* Le PH, Project Holder, gère les projets LACIM sur le terrain

Mali

Dans le souci constant d'accompagner les femmes dans leur développement économique et social, LACIM organise et met à disposition des fonds d'appui. Ce projet a démarré en parallèle à l'alphabétisation des femmes : en effet, les cours se sont enrichis d'explications sur la façon d'emprunter, les projets à mener avec l'argent prêté, le remboursement, le taux d'emprunt.

Pour assurer la pérennité du système, GAE-Sahel (ONG malienne) assure le suivi, avec plan de financement initial, répartition des sommes, et suivi des fonds et des initiatives des femmes.

Des caisses de solidarité d'épargnes et de crédits (CSEC) sont créées dans les villages volontaires. Certains avaient déjà un petit fonds mais les montants octroyés étaient trop faibles pour vraiment améliorer le quotidien des femmes.

Une adhérente à la caisse doit payer une cotisation (1500FCFA = 2 euros30) et une part sociale (500FCFA = 0,76 euro). Si elle quitte la caisse, seule la part sociale lui est remboursée.

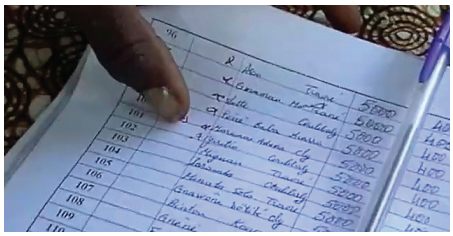
Un fonds est ensuite attribué par LACIM selon le nombre de femmes avec dans la mesure du possible, un montant par personne variant entre 8000F et 10000F (15 euros). Pour un prêt accordé, une autre adhérente doit se porter garante. Le montant dépend de la demande de la bénéficiaire et de son projet : petit commerce, achat de semences d'arachide, de légumes, de sésame, voire achat de petits animaux.

Le taux d'intérêt qui a été souvent de 2% par mois tend maintenant vers 1,5%. Les prêts durent un an sauf particularité. La caisse augmentant chaque année, les emprunts de certaines femmes peuvent devenir conséquents au fil du temps, grâce aux conseils fournis lors de l'alphabétisation.

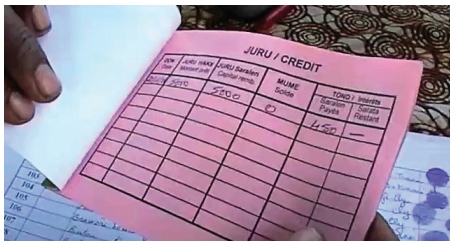
Le suivi réalisé par GAE Sahel, en principe une fois par an, permet au projet de continuer de manière stable dans le temps. Il est primordial qu'il reste à l'échelle du village, certaines expériences au niveau communal ayant échoué du fait de la non-reprise par les banques maliennes (contrairement à l'accord initial).

Burkina Faso

Le microcrédit financé par LACIM existe dans quelques villages et est suivi par l'association partenaire Kaab Noogo. L'objectif est de soutenir les AGR, les activités génératrices de revenus. Après une formation, chaque femme emprunte 60 000F (91 euros) qu'elle doit rembourser en 4 ans. A terme l'intérêt remboursé est de 18 000F (27 euros). Un bureau suit le projet et des femmes sont cautions solidaires. A chaque échéance de remboursement, de nouvelles bénéficiaires peuvent intégrer le groupe.



Des registres à jour



Un reçu

Haïti

Un système de financement solidaire spécifique à Haïti existe : la Mutuelle Solidarité (MUSO). Un regroupement de personnes d'un même territoire ouvre un fonds constitué par des apports personnels. Les décisions sont collégiales et les prêts sont octroyés à court terme. Une caisse de solidarité est intégrée au dispositif.

Les projets sont modestes (petit commerce, achat de semences,…) pour des taux malheureusement très élevés : un crédit accordé sur 6 mois l'est à 3% d'intérêt par mois ! Cela nuit aux projets plus conséquents et donc rentables de façon significative et fait peser le risque d'un surendettement catastrophique pour les bénéficiaires.

Pour qui s'intéresse à la question du microcrédit, les deux petits films produits par LACIM : « Projet solidaire = projet durable ? » et « De la calebasse à l'écriture » abordent le sujet.

Gérard Verschoore
chargé de projets

Remboursements et nouvelles attributions

Lire et calculer

L'entrepreneuriat au féminin

Petits commerces… économie fragile et pourtant si utile

Vendeurs(ses) de produits alimentaires, casquettes, sandales, bijoux, bref de tout ce qui s'achète, ils et elles sont là, partout en ville, à tous les carrefours, sur les marchés, sur les chemins ruraux et de montagne.

Connu-e-s sous les noms de marchands ambulants, Madame « Sarah » pour les femmes haïtiennes, colporteurs, wala en Inde, ce sont finalement des millions de « petits » qui se lèvent très tôt chaque matin pour travailler dans les rues.

Les petits commerçants de rues occupent une place centrale dans l'économie de tous les pays du Sud dans lesquels LACIM intervient.

Mais, avec au mieux quelques piécettes gagnées pendant la journée, ils incarnent aussi la figure du travailleur pauvre, sur lequel se posent parfois des regards suspicieux.

Certes, les difficultés et les embûches ne manquent pas pour eux : trouver une mise de fonds suffisante pour acheter la marchandise, une place pour s'installer, se protéger des aléas météorologiques, des exactions des voleurs et des bandes organisées, échapper aux rançonnements et aux descentes de police.

Certes, ce commerce parallèle ne semble pas favoriser un développement vertueux des économies nationales. Même si certains pays tentent aujourd'hui d'organiser un cadre permettant l'insertion de ces commerçants dans le tissu économique, leurs droits sont souvent bafoués, ou inexistants. Sans protection sociale, sans perspective de formation, quel avenir pour eux ?

Ousmane, nigérien : *« Mon frère, sans vous mentir, je reconnais très bien que le commerce sur la route n'est pas une bonne chose. Mais que faire avec la conjoncture de notre pays, sinon je suis très conscient que ce que je fais n'est pas du tout bon. Alors, je lance un appel à l'endroit de nos responsables de penser à nous aussi, car on ne peut pas rester sans emploi dans un pays ».*

Et pourtant, cette économie fragile - souvent contestée et empêchée – est incontestablement bénéfique car elle participe au bouillonnement de la vie locale, à l'économie du pays.

Socialement, elle permet aux individus de « rester debout » en rendant un service à la société, si minime soit-il.

Des étals sommaires

Source de survie, source de fierté aussi, source de régulation économique parfois.

Le petit commerce constitue pour des millions de personnes une des seules opportunités de revenus, il est leur dernier recours pour survivre et pour ne pas « tomber ».

Bien souvent ce sont des femmes qui vendent dans la rue ; elles montrent ainsi leur volonté d'être autonomes, d'être en capacité de subvenir aux besoins de leur famille. Elles peuvent relever la tête.

Jocelyne, haïtienne, vend des plats de riz : *« Je me sens utile à ma communauté tout en aidant à apaiser la faim à un prix accessible à tous ».*

Et contrairement aux idées reçues, le petit commerce peut parfois être source de régulation économique : au Mali, par exemple, les marchands ambulants jouent un rôle important dans l'écoulement de la production de fruits frais, ce que ne peut pas faire la grande distribution. Leur activité permet aux consommateurs pauvres de s'approvisionner en fruits frais à des prix compétitifs.

Comment LACIM peut-elle accompagner ces petits commerçants ?

Le dispositif des microcrédits, qui peut favoriser le statut de micro-entrepreneur, répond le mieux à la problématique. Mais un tel projet ne peut trouver toute sa dimension que s'il est porté par une structure qui permet de se rencontrer, sortir de l'isolement, se former, voire de souscrire une micro-assurance sociale.

Geneviève Mauguet
chargée de projets

Au Bangladesh vente ambulante

Une boutique en Inde

Fabriquer, emballer, transporter...

L'artisanat, une richesse sous-exploitée

A l'heure où la production industrielle d'objets décoratifs ou utilitaires bas de gamme est vivement critiquée pour les dégâts humains et environnementaux qu'elle génère, c'est le moment de mettre en valeur les objets réalisés par des artisans.

Dans les pays du sud, c'est une multitude de métiers d'artisanat qui font vivre de nombreux travailleurs. En effet, un artisan, même seul dans son atelier, est en réalité au cœur d'un réseau de travailleurs : pour qu'un tisserand crée une pièce en tissu, il faut un berger, un filateur, un teinturier...
Il est cependant difficile de trouver des chiffres précis sur la part de l'artisanat dans l'économie des pays où LACIM intervient.

Les acteurs du domaine demeurent confrontés à des problèmes de structuration, de professionnalisme, de besoin de ressources financières et matérielles.

Bien que de nombreux pays émergents cherchent à encadrer le commerce de l'artisanat et incitent les travailleurs à se déclarer, ce domaine d'activité fait encore souvent partie d'une économie informelle et fragile.
Ainsi, pas de protection sociale, une grande fragilité liée aux aléas de toutes sortes et un prix de vente pas toujours à la hauteur du travail fourni. Trop souvent, les productions sont achetées à bas prix par des galeries d'art ou d'autres commerces et revendues beaucoup plus cher, ce qui empêche les artisans d'avoir les revenus suffisants pour vivre de leur travail. C'est encore plus compliqué quand les revenus liés au tourisme diminuent fortement à cause du climat géopolitique.

Se former, s'organiser officiellement, avoir accès aux financements, commercialiser équitablement ses produits, autant de défis à relever.

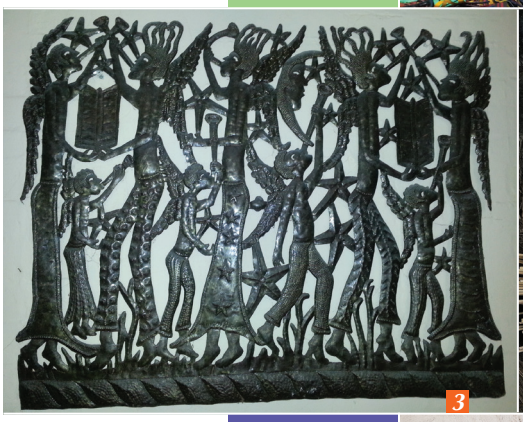
En Inde, LACIM a financé des stages de couture et par l'intermédiaire des microcrédits, des artisans ont pu s'équiper de machines à coudre.

Les expositions artisanales organisées dans toute la France par LACIM sont l'occasion de mettre en valeur et de vendre le travail des artisans. Les chargés de projets qui vont régulièrement en mission ramènent de l'artisanat des différents pays où LACIM développe ses actions : Haïti, Niger, Burkina Faso, Mali, Madagascar, Inde et Bangladesh. Cet artisanat est acheté directement aux artisans ou auprès de leur coopérative d'artisanat : boîtes, sacs et chaussures en cuir des Touaregs du Niger, bijoux en argent fabriqués par les bijoutiers touaregs ou bijoux en or fabriqués par les bijoutiers indiens, statuettes de bronze réalisées par les bronziers du Burkina Faso, vannerie de Madagascar, couture, foulards de soie indiens, savons d'Inde et du Bangladesh, batiks du Burkina Faso et du Mali. Des objets faits main, et pour certains, de véritables œuvres d'art.

Dominique Guyon,
vice-président de LACIM

1

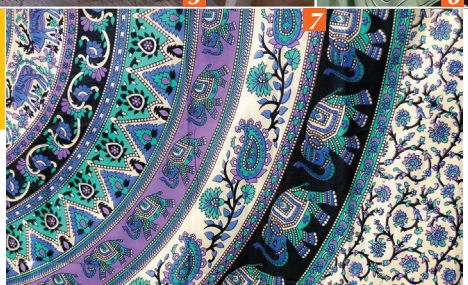
2


3

4

5

6


7

1 - *Bijoux du Niger*

2 - *Maroquinerie du Niger*

3 - *Fer forgé d'Haïti*

4 - *Vannerie du Bangladesh*

5 - *Statuettes en bronze du Burkina Faso*

6 - *Bogolan du Mali*

7 - *Tenture Indienne*

Le petit élevage source de revenus complémentaires

Affaire des femmes, l'élevage de petit bétail n'est pas destiné à être la source principale des revenus de la famille, mais il est très prisé pour compléter des revenus insuffisants pour subvenir à tous les besoins.

Pour certaines populations, suivant les pays, suivant les régions et suivant les ethnies, l'élevage est une tradition, mais il s'agit en général de « gros bétail » comme elles le désignent, c'est à dire des zébus, des buffles et des moutons. La gestion des troupeaux est dans ce cas l'affaire des hommes. Lorsque l'on parle de « petit bétail », il s'agit alors de chèvres, en petit nombre, et cela reste l'affaire des femmes dans les familles. Dans quelques rares cas, il y a une production de lait ou bien la transformation en fromage comme chez les touaregs, mais généralement l'objectif reste la vente des jeunes issus des naissances de l'année. Mais ce petit bétail étant très peu surveillé et peu suivi, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il soit une grosse source de revenu. De plus, dans le cas de famine, il sera le premier sacrifié pour aider à la subsistance de la famille.

Le petit élevage, une AGR très prisée

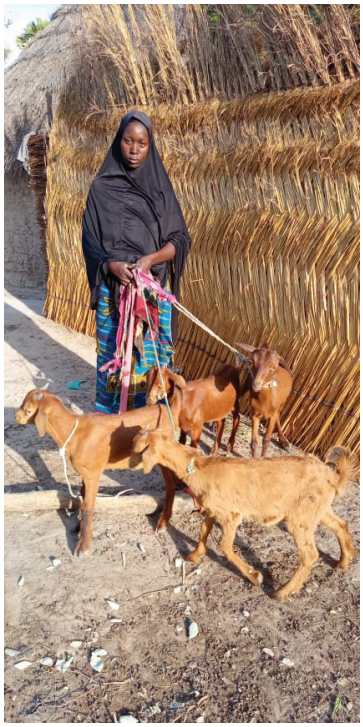
Maintenant, dans le cadre de la recherche d'AGR, les femmes réclament très souvent les moyens de démarrer un petit élevage, avec pour objectif premier de générer des revenus supplémentaires pour subvenir aux besoins de la famille. Dans certains cas cela servira à régler des dépenses essentielles, comme l'écolage et les fournitures scolaires pour les enfants, ou encore les soins et les médicaments en cas de maladie, ou le paiement de l'eau à la borne fontaine… Mais cela pourra aussi permettre de satisfaire à l'achat de plus beaux vêtements, de chaussures, de nattes et de rideaux pour la maison, ou encore d'un téléphone portable...

Des projets différents suivant les pays

LACIM, dans tous les pays où elle mène des actions, est sollicitée par les femmes pour le démarrage de ces petits élevages. Les projets sont menés différemment suivant les pays et suivant les partenaires qui nous aident à encadrer ces projets. Il est important qu'ils soient en correspondance avec les traditions et les habitudes des populations pour une meilleure réussite, mais cela doit se faire dans un cadre bien défini pour avoir un élevage suivi, encadré, surveillé, afin d'obtenir les meilleurs résultats avec des races choisies pour être les plus productives et donc les plus génératrices de revenus.

Projet universel dans les pays où LACIM mène des actions

Ainsi, LACIM aide à l'achat de ce bétail en Haïti, en Inde, au Bangladesh, à Madagascar, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Comme je le disais, la façon de concevoir, de mener et d'encadrer ces projets sera différente suivant le pays, mais pour donner un exemple, je parlerai du projet d'élevage de « chèvres Rousses de Maradi » au Niger.



Des chèvres bien gardées

Niger : Pourquoi la race de « Chèvre Rousse de Maradi » ?

C'est une race de chèvre qui est appréciée tout d'abord pour sa viande, mais également pour la finesse de son cuir qui est recherché par les artisans, et enfin c'est une race de chèvres très prolifiques où dès la deuxième gestation les femelles peuvent mettre bas deux, voire trois chevreaux et même jusqu'à quatre parfois. Elles peuvent avoir deux gestations par an. Par le fait c'est une race qui demande des soins attentifs au moment des naissances. Les chèvres sont rarement en liberté. Elles doivent être parquées ou à l'attache et avoir un abri pour le soleil et la pluie.

Au Niger, à Tombon Garba

Soins vétérinaires

Un projet demandé et apprécié par les femmes

Le principe du projet dans un village est d'établir une liste des femmes qui pourront être bénéficiaires. La liste est établie avec, pour chacune, des priorités que les femmes auront elles-mêmes définies. Chaque femme qui participe au projet doit pouvoir contribuer à hauteur de 20 000 F CFA (30€) pour payer les frais vétérinaires et de vaccination. Au départ une première attribution est effectuée pour dix femmes en présence du permanent de LACIM. Chaque femme reçoit 3 chèvres et un bouc. Au bout de 18 mois, chacune des dix femmes doit normalement pouvoir restituer un lot équivalent de 3 chèvres et 1 bouc qui sera remis à une autre femme. Une deuxième attribution à dix autres femmes est donc effectuée en présence du permanent. Et ainsi de suite, ce qui permet de réaliser plusieurs attributions à dix femmes à chaque fois.

Objectif tenu et résultats encourageants

Dans les premiers villages où le projet a été mis en œuvre, on a pu ainsi compter 40 femmes bénéficiaires. Le projet a déjà été développé dans 15 villages et ce sont 350 femmes qui ont pu en profiter. En 2023 ce sera encore dans 3 nouveaux villages 30 femmes qui en bénéficieront.

Les revenus pour les femmes proviennent de la vente des jeunes produits, soit après le sevrage soit après engraissement. Les premières bénéficiaires de ce projet peuvent compter un petit troupeau de 12 à 15 chèvres. Elles ne cherchent pas à avoir trop de bêtes qu'elles ne pourraient pas gérer. Cela confirme bien qu'il s'agit juste d'une recherche de revenus complémentaires et non pas d'en faire une activité principale. Pour ces premières femmes, cela peut s'élever à plusieurs centaines d'euros par an de recettes réalisées avec les ventes.

Yves Gaucher,
chargé de projets

En Inde, à Aattuparai

Le maraîchage progresse au Sahel

Au Sahel, le maraîchage permet d'augmenter et de diversifier la nourriture disponible au village, de générer des revenus monétaires pour ses habitants, et de limiter l'exode rural vers les villes ou vers l'étranger, en particulier pendant la très longue saison sèche.

La plupart des produits maraîchers sont périssables très rapidement, contrairement aux céréales. C'est peut-être la raison principale pour laquelle le maraîchage n'a longtemps été pratiqué qu'à petite échelle dans les régions émergentes comme le Sahel. Mais cette activité agricole y est maintenant en plein développement.

Augmentation de la quantité et de la qualité de la nourriture disponible

Les céréales (mil, sorgho, maïs) très nutritives représentent 70% des apports énergétiques journaliers mais elles n'apportent pas suffisamment les nutriments qu'apportent les produits maraîchers : lipides, vitamines et sels minéraux indispensables surtout à la croissance des jeunes enfants. Il y a peu de viande et de poisson, de légumes et de fruits dans l'alimentation quotidienne.
L'aménagement de périmètres maraîchers permet aux familles d'améliorer et de compléter celle-ci.

Des revenus supplémentaires pour les agriculteurs

Qui a vu les camions débordant de légumes quitter Ouahigouya pour Ouagadougou prend la mesure de l'impact de ce type de négoce pour les villages de brousse.
Les marchés urbains africains sont déjà largement approvisionnés par l'agriculture locale (viande, poisson, œufs, fruits, légumes, huiles). Mais, avec l'urbanisation, ils sont des marchés potentiels importants pour les agriculteurs de brousse.

Kobéri - Niger

Talibi Loufayi - Niger

Ce que font les villages avec l'aide de LACIM

Au Sahel (Mali, Niger, Burkina-Faso), le projet maraîchage de LACIM s'adresse à des femmes formées aux techniques du maraîchage par les ONG locales en partenariat avec LACIM.
Un jardin maraîcher-type mesure 1 ha[1]. Il est protégé par une clôture grillagée et possède 4 à 6 puits de 5 à 15 m de profondeur, creusés par les hommes du village. Toujours possible en saison des pluies, le maraîchage est tributaire de l'accès à l'eau à la saison sèche. Le travail se fait avec la daba et des arrosoirs. Chaque parcelle est organisée en petits carrés qui retiennent l'eau.
Le sol est amendé avec du fumier ou du compost. Les cultures sont diverses : gombo, manioc, menthe, oignons, poivrons, aubergines, tomates, choux, arachides (mais aussi pour certains jardins qui le permettent, riz et maïs en période pluviale).
La gestion du jardin par une soixantaine de femmes demande une bonne organisation. Elles s'organisent en association avec un conseil d'administration et un comité de surveillance. Cette activité procure à chacune d'elles l'équivalent de 100 € /an pour 1 parcelle d'1 are. Près de la moitié de la production est vendue à un grossiste de la ville voisine. Le reste sert à la consommation familiale et aux semences pour l'année suivante. Une meilleure nourriture améliore la santé de leurs enfants.

Grâce au maraîchage les femmes font mieux vivre leur famille.

«Le maraîchage nous a aidées à résoudre nos problèmes financiers et a beaucoup amélioré notre alimentation.»

Minata Diarra de Sananco

«Je vais acheter des chèvres. J'ai payé des habits pour mes enfants et moi. Je ne finis pas de citer tous les bénéfices tirés du jardin. Je me sens très heureuse.»

Djénéba Niaré de Dombilani

«La production du jardin m'aide beaucoup à prendre en charge les dépenses de ma famille.»

Ami Samaké de Djidjana

L'accès à l'eau

Les jardins maraîchers ont besoin de beaucoup d'eau. Une précaution s'impose alors : surveiller l'impact du maraîchage sur le niveau de la nappe phréatique. Il peut arriver en effet que le maraîchage, s'il est pratiqué à grande échelle, consomme une quantité d'eau excessive par rapport à la réalimentation de la nappe. C'est ce qui s'est passé en 2003 à Ouahigouya (Burkina-Faso), comme nous l'ont expliqué sur place nos amis de la FNGN (Fédération Nationale des Groupements Naam).

Kangaré - Burkina Faso

Construire de vraies filières économiques

Le cas de l'oignon est exemplaire. Citons en particulier, pour ce qui concerne le Burkina Faso, le village de Mogtedo, au centre du pays, qui a su organiser une véritable filière de l'oignon (production, politique de prix, crédit, conservation et stockage, commercialisation) et devenir une des plus importantes plateformes de production et de négoce de l'oignon du Faso[2] , et le SIAD au nord du pays[3]. La filière oignon se consolide dans les pays du Sahel …. quand la sécurité y est suffisante pour permettre aux villageois de cultiver, de se concerter, de s'organiser.

De nombreux exemples sont documentés, en particulier dans l'ouvrage « Les batailles du consommer local en Afrique de l'ouest » (CFSI) ou dans la Lettre du Sahel (SOS SAHEL).

Nicolas Merlin,
membre de LACIM Clermont-Ferrand et de la commission Afrique

1 - *Voir par exemple LACIM Infos n°39, mai 2022, page 6*
2 - *Video « Bel oignon ne craint pas la crise » (dailymotion)*
3 - *Les batailles du consommer local en Afrique de l'ouest, pages 96-97*

Des projets LACIM ailleurs qu'au Sahel (Madagascar, Inde)

Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale

« Les sahéliennes et les sahéliens peuvent nourrir les villes du Sahel ! C'est le slogan d'une campagne lancée par Afrique Verte International et ses membres pour sensibiliser les décideurs politiques et les partenaires financiers afin qu'ils prennent des mesures permettant de renforcer l'activité des transformatrices de céréales locales au Sahel. » IED AFRIQUE.[1]

En Afrique de l'Ouest, le processus est engagé, permettant de limiter les importations et de développer des activités génératrices de revenus.

« Certains se demandent : où est l'impérialisme ? Il est là, dans votre assiette, dans chaque grain de riz importé, ne cherchez pas plus loin » Thomas Sankara[2]

Les régions rurales ont toujours vendu une partie de leur production agricole aux villes de leur pays. Mais avec la mondialisation, les grandes villes ont souvent tendance à s'approvisionner à l'étranger. Transformer sur place les céréales et autres denrées produites localement permet de limiter les importations et de développer des activités génératrices de revenus dans les campagnes des pays émergents.

Le journal Le Monde complète le dossier à travers une récente enquête en Côte d'Ivoire : *« La transformation du mil, du manioc ou du sorgho pourrait offrir une alternative à la farine de blé dont le prix a explosé avec la guerre en Ukraine. »* 17 février 2023.

De nombreuses initiatives concrètes

Le programme *« Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale. Des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest »* et le programme *« Les batailles du consommer local en Afrique de l'Ouest »*, lancés l'un en 2014 et l'autre en 2019 par le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale) et la Fondation de France, mentionnent de nombreuses initiatives concrètes qui permettent de plus en plus aux campagnes d'Afrique de l'Ouest de vendre une partie de leur production agricole aux métropoles africaines, et dans certains cas aux habitants des pays étrangers. Elles sont **documentées et** expliquées à travers des fiches pédagogiques dans les deux ouvrages présentant ces programmes, parfois complétées par des vidéos. On peut les retrouver sur le site du CFSI.

Ces initiatives concernent des pratiques (coopératives, techniques culturales, techniques de conservation, de conditionnement ou de commercialisation) et des produits, céréaliers ou autres, comme le karité, la noix de cajou, le fonio, le lait, le miel...

Le misola, spécialement conçu pour la lutte contre la malnutrition infantile, est un exemple de produit proposé par des ateliers de femmes transformatrices répartis dans plusieurs pays sahéliens[3]. Farine à base de mil, de soja et d'arachide, c'est un aliment de haute valeur protéino-énergétique. Il entre dans la catégorie des «aliments traités à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge ».

Les progrès attendus dans le développement de la transformation des productions agricoles en Afrique de l'Ouest dépendent de nombreux facteurs : évolution des infrastructures, structuration des filières agricoles, facilités de crédit et organisation du foncier. Et sachant que le rôle des consommateurs est essentiel, l'objectif est de rendre les céréales locales attractives en produisant des aliments prêts à l'emploi adaptés aux modes de consommation des citadins.

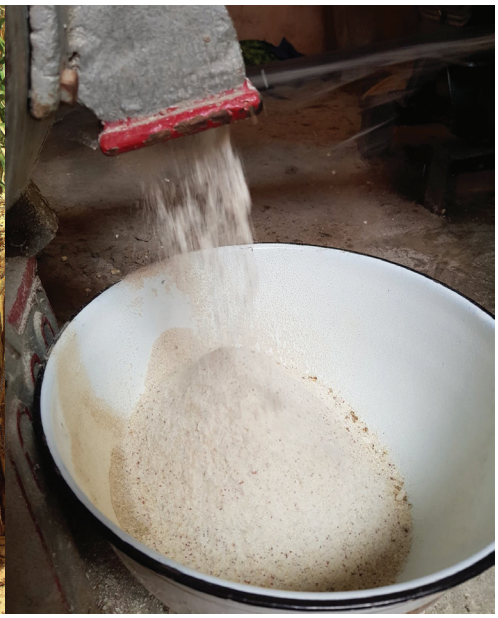
Nicolas Merlin,
membre de LACIM Clermont-Ferrand
et de la commission Afrique ■

1 - http://www.iedafrique.org/Approvisionnement-des-villes-du.html

2 - cité par Mohammed Taleb, L'écologie vue du Sud, 2014, p141

3 - Afrique Verte, exposition Les transformatrices de céréales

La récolte



Une étape de transformation

Transformer et commercialiser : une savonnerie au Burkina Faso

Transformer des matières premières pour une commercialisation locale : un projet de développement endogène et durable.

Boulghin, commune rurale de Rollo, province du Bam, est jumelée au groupe LACIM Aubière depuis 2013, ce qui a permis la réalisation de nombreux projets : installation d'un double périmètre maraîcher qui occupe environ 160 femmes pendant la première moitié de la saison morte, une formation en agriculture durable suivie d'une dotation en petit matériel agricole, des séances d'alphabétisation pour adultes, un jardin scolaire, des manuels scolaires pour ne citer que ceci. Ces réalisations dont les résultats ne sont pas négligeables sont renforcées par la réalisation d'un projet de savonnerie en vue de poser les jalons d'un développement durable, endogène et harmonieux.

Une solution à la situation de précarité et de vulnérabilité de la femme

L'opérationnalisation de cette unité de fabrique et de commercialisation de savon a contribué à augmenter substantiellement les revenus des bénéficiaires et le niveau de vie de leur famille. Elle a permis d'occuper à temps plein trente femmes qui sont organisées en coopérative pour le fonctionnement de leur unité. La mise en œuvre de ce projet, en plus de la réduction de la pauvreté des femmes a permis de les fixer au village pendant la saison morte et d'améliorer l'hygiène dans les ménages.

Les différentes phases du projet Boulghin-Savon

Dans la mise en œuvre du projet, la première phase a consisté en la construction d'un local qui sert de siège de la coopérative et de lieu de la fabrication et de stockage du savon. Ensuite les femmes ont reçu une formation en technique de production du savon, en gestion de stock et aussi en stratégie de marketing et de commercialisation du savon. Elle est suivie d'une dotation en matériel de base et de matières premières.

Matière première

Pour la fabrication du savon, c'est essentiellement le beurre de karité. Avec l'implantation de la savonnerie beaucoup de choses sont révolutionnées. Le groupement rachète les noix de karité ramassées par les femmes puis les transforme en beurre de karité qu'elles utilisent alors pour fabriquer les savons. Cela permet de réduire considérablement les dépenses engagées et d'engranger plus de bénéfices.

Distribution

Les produits savonniers sont écoulés sur les marchés des villages voisins ou distribués en gros chez des boutiquiers locaux sous forme de dépôt-vente. Tous les trois jours, des femmes déléguées sillonnent les étals soit pour déposer le savon, soit pour encaisser la recette du dépôt antérieur. Des cahiers de gestion et un journal de caisse sont tenus par la coopérative. La boule de savon est vendue à 225 FCFA, ce qui élimine la concurrence. La perspective d'exportation vers les grands centres urbains peut être envisagée.

Usages

La savonnerie permet l'amélioration de l'hygiène dans les ménages. Le savon est utilisé ici pour faire la lessive, la vaisselle et pour la douche. L'usage pour le lavage des mains avant et après les selles ou les repas n'est pas tout à fait encore ancré dans les habitudes.

Plus qu'un projet AGR, c'est un tremplin d'émancipation de la femme rurale qui pourra sans nul doute « faire bouger les mentalités ».

Halidou KANE,
association Kaab Noogo,
partenaire de LACIM au Burkina Faso ■

1

2

3

4

1 - Savon en boule en cours de séchage

2 - Savon en carreau à durcissement dans un moule expérimental

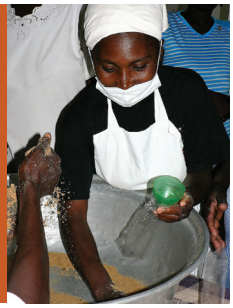
3 - Savon en poudre en séchage

4 - Une formation, une attestation

Des projets similaires soutenus par LACIM

Fabrication de Mayi Ji → (poudre alimentaire reconstituante) à Carice, en Haïti.

← Production et vente de glaces à Malchoa-Baghmara, au Bangladesh



La Pyramide du Loup

De la Préhistoire au 21ème Siècle :
Un équilibre à préserver

Nombreux Parcours Pédagogiques à Découvrir
d'Avril à Novembre

www.lapyramideduloup.com - 09 54 94 64 47

Ecodomaine des Gilats - 89130 TOUCY

Deux nouvelles expositions légères et faciles à installer

L'eau, un bien commun vital

L'eau, l'or bleu, bien commun de l'humanité, ne doit pas devenir le pétrole du 21ème siècle ; il doit être le symbole de la vie et source de paix.

Jean-Luc TOULY

7 panneaux de 50 cm x 100 cm

La sculpture en bronze

Technique à la cire perdue

4 panneaux de 50 cm x 100 cm

Un nouveau film

Aman Iman L'eau c'est la vie

La question de l'accès à l'eau est centrale pour LACIM qui, depuis sa fondation, a une longue histoire avec des populations confrontées aux difficultés d'approvisionnement en eau. C'est à partir d'images collectées lors de missions au Sahel que le film montre les problématiques liées à l'eau et les actions possibles pour que chacun puisse bénéficier d'une eau saine et propre à la consommation.

Réalisé par Christiane Didier, Philippe Didier et Gérard Verschoore - durée 28 mn
En accès libre sur la chaîne Youtube Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde

Je suis solidaire, je fais un don

Je m'associe aux actions soutenues par LACIM et je fais un don de :

☐ *30 €* ☐ *50 €* ☐ *75 €* ☐ *120 €* ☐ *autre montant :* ..... *€*

66% des dons sont déductibles des impôts dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal est établi par LACIM

M. ☐ Mme ☐

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

☐ *Je joins à ce bulletin un chèque à l'ordre de LACIM à envoyer à LACIM 83 place des Marguerites 42540 Croizet/Gand*

☐ *Je souhaite adhérer à LACIM (pour un don supérieur ou égal à 36 €)*

☐ *Je souhaite recevoir l'actualité de LACIM par courrier électronique à l'adresse mail :*

..... @ .....

Suivez LACIM sur facebook. Rendez-vous sur la page d'accueil *www.lacim.fr* et cliquez sur le lien.

JE SUIS SOLIDAIRE **JE FAIS UN DON**